

# Les États-Unis au-delà des élections

Laurence Nardon

DANS **ÉTUDES** 2020/11 Novembre , PAGES 7 À 18  
ÉDITIONS **S.E.R.**

ISSN 0014-1941

DOI 10.3917/etu.4276.0007

Date de mise en ligne : 30/10/2020

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-etudes-2020-11-page-7?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour S.E.R..**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

# LES ÉTATS-UNIS AU-DELÀ DES ÉLECTIONS

Laurence NARDON

*La campagne électorale américaine a mis en relief le fort contraste qui existe entre les camps démocrate et républicain. Elle a aussi contribué au rassemblement du Parti démocrate. Elle montre des évolutions de fond dans la société: mise en cause du libéralisme économique, recul de la « décence politique » et envolée du conspirationnisme. Cela contribue à diviser le Parti républicain et pèse sur son avenir après Donald Trump.*

Compte tenu des ruptures de style et de fond que le locataire actuel de la Maison blanche a introduites au cours des quatre années qui viennent de s'écouler, l'enjeu de sa possible réélection pour un second mandat est considérable. Or, depuis l'été, certains sondages qui donnaient une forte avance à son adversaire démocrate Joe Biden se sont resserrés dans une actualité intense, entre la poursuite de l'épidémie de Covid-19 et celle des manifestations antiracistes liées aux violences policières.

Au lendemain des conventions des deux partis, à la fin août, la campagne de l'automne a été scandée par les débats télévisés entre Trump et Biden des 29 septembre, 15 et 22 octobre, et entre les candidats à la vice-présidence, le 7 octobre. La stratégie des deux camps semblait bien établie, mais aucun n'est à l'abri de rebondissements de dernière minute.

## Côté républicain, une campagne offensive

Au lendemain de l'échec du meeting de Tulsa dans l'Oklahoma, le 20 juin 2020, l'équipe de campagne du Président candidat a été modi-

fiée. Le directeur de campagne Brad Parscale a en effet été considéré comme responsable de l'humiliation subie par Donald Trump devant une salle à moitié vide. Le 16 juillet, il est rétrogradé au poste de directeur de la campagne numérique, poste qu'il avait déjà occupé en 2016. À sa place est nommé Bill Stepien, un consultant ayant exercé des responsabilités auprès de nombreuses personnalités républicaines dans le passé, notamment l'ancien gouverneur du New Jersey Chris Christie et jusqu'alors adjoint de Parscale.

Rompant avec la communication tous azimuts de son prédécesseur, Stepien a recentré le message de la campagne de Trump sur une seule critique de Biden : ce dernier serait inféodé à la gauche radicale de son parti. En cas de victoire des démocrates, il faudrait donc s'attendre, d'une part, à l'application d'un programme économique « socialiste », avec le retour d'un rôle exorbitant de l'État fédéral et d'importantes hausses d'impôt ; et, d'autre part, à l'adoption de mesures favorables aux minorités, dont une amnistie générale pour les immigrés illégaux et un alignement sur les positions les plus radicales du mouvement antiraciste *Black lives matter* (BLM).

## Les émeutes raciales instrumentalisées

Le meurtre de Breonna Taylor, le 13 mars à Louisville, dans le Kentucky, lors d'une descente de police<sup>1</sup>, celui de George Floyd, le 25 mai à Minneapolis, dans le Minnesota, les tirs sur Jacob Blake, le 23 août à Kenosha, dans le Wisconsin, ont déclenché une vague de manifestations contre les violences policières sous l'égide de BLM. Or, le président Trump instrumentalise les destructions et les pillages intervenus en marge de certaines de ces manifestations, notamment à Kenosha ou à Portland, dans l'Oregon ; il reprend le slogan de campagne de Nixon en 1968 : « *Law and order* » (« La loi et l'ordre »). Il a tout intérêt à ce que l'opinion perçoive le mouvement comme violent et incontrôlable. En effet, comme le montrent les travaux du politiste de Princeton Omar Wasow sur les émeutes raciales des années 1960, les violences sont favorables aux Républicains. Wasow démontre en effet que, lors des élections intervenues entre 1960 et 1972, les circonscriptions ayant connu des manifestations non violentes avaient vu le vote démocrate augmen-

1. Intervenue en pleine nuit, sans vidéo, l'affaire Breonna-Taylor avait reçu peu d'attention avant que n'éclate celle de George Floyd.

ter, tandis que celles dans lesquelles elles avaient dégénéré avaient observé une augmentation du vote républicain<sup>2</sup>.

## Côté démocrate, une campagne unie

Au printemps puis à l'été 2020, le Parti démocrate a effectué deux choix apparemment contradictoires : le premier, vers la gauche, visait à unifier le parti d'un point de vue idéologique ; le second, vers le centre, cherchait à limiter les dernières attaques du camp républicain.

### Un programme commun

Ayant appris des erreurs de 2016, lorsque la candidate modérée Hillary Clinton et son adversaire socialiste autoproclamé Bernie Sanders n'avaient pas réussi à afficher une réconciliation crédible au terme de la campagne des primaires, les responsables du Comité démocrate national (*Democratic National Committee* ou DNC) ont entrepris un rapprochement de bonne foi entre les deux ailes du parti. Dès la mi-avril, Bernie Sanders et Elizabeth Warren, les deux locomotives de la gauche du parti, s'étaient déjà ralliés à Joe Biden. En mai, le parti a annoncé la constitution de six groupes de travail chargés d'établir un programme commun entre les modérés et les radicaux. Six thèmes étaient abordés : la santé, l'économie, l'éducation, la réforme pénale, l'immigration et le changement climatique. À ce dernier groupe participait notamment Alexandria Ocasio-Cortez, l'élue de New York responsable du projet de « *New Deal* vert » en 2018. Clairement, le parti cherche à présenter à ses électeurs un consensus idéologique et programmatique durable.

### Un ticket difficilement attaquable

Annoncé tardivement, le 12 août, le choix de Kamala Harris comme colistière de Joe Biden semble pour sa part une réponse aux accusations de socialisme portées par la campagne républicaine. En effet, lorsqu'elle était candidate dans les primaires démocrates au printemps 2020, Harris s'est fait remarquer par le flou de ses propositions sur la plupart des sujets, un flou qui a été interprété comme de la

2. Sujata Gupta, « What the 1960s civil rights protests can teach us about fighting racism today, Political scientist Omar Wasow explains how his research may apply to current events », *ScienceNews*, 5 juin 2020.

modération. Difficile donc de la faire passer pour une gauchiste radicale. De même, si elle est née de mère indienne et de père jamaïcain et se présente comme noire, Harris a mené une politique très dure en matière de lutte contre la criminalité lorsqu'elle était procureure générale de Californie, entre 2011 et 2017. Dans les faits, cette politique s'attaquait principalement aux minorités. Il est peu crédible, là encore, de présenter Harris comme prête à faire des concessions excessives au mouvement BLM.

Jusqu'à l'automne, le ticket Biden-Harris n'a donc pas donné beaucoup de prise aux attaques du camp républicain. Par ailleurs, les soupçons de corruption liés aux rémunérations du fils de Joe Biden, Hunter Biden, en Ukraine, ainsi que les accusations de harcèlement sexuel portées par l'ancienne employée de Biden, Tara Reade, semblent s'être évaporés. Mais les deux candidats démocrates doivent prendre garde aux « surprises d'octobre », des révélations et attaques de dernière minute qui pourraient leur être fatales.

## Un dernier point d'étape

### Les sondages

De nombreux sondages ont été publiés à la mi-septembre, tâchant de faire le point sur l'état de l'opinion américaine une fois la fièvre des Conventions retombée. L'agrégateur de sondage *five-thirty-eight* continue à donner à Biden une avance de sept à dix point au niveau national. Mais la répartition des voix entre les États est, comme on le sait, capitale. Le scrutin majoritaire pratiqué dans quarante-huit États sur cinquante peut entraîner une distorsion entre vote populaire et résultat définitif, comme en novembre 2016. Il faut donc regarder les sondages dans les États flottants, ceux où démocrates et républicains sont au coude à coude. De fait, au 15 septembre, l'avance de Biden s'est contractée dans certains de ces États, dont la Caroline du Nord et la Floride.

### Le financement

Un autre indicateur décisif est celui du financement des campagnes. Or, les 364 millions de dollars recueillis par le camp démocrate au mois d'août battent tous les records. En face, la campagne républicaine semble avoir plus de difficultés : sur 1,1 milliard de dol-

lars recueilli depuis 2019, 800 millions auraient déjà été dépensés au début de septembre, au point que le Président lui-même assure vouloir mettre de sa poche pour remporter l'élection<sup>3</sup>.

### La mobilisation

L'un des facteurs du résultat de novembre tiendra enfin à la mobilisation des électeurs. En 2016, la demi-douzaine d'États flottants qui avaient accordé la victoire à Trump en basculant du côté républicain l'avaient fait pour certains à une très courte majorité (13 080 bulletins d'avance pour le camp républicain dans le Michigan, par exemple). Le phénomène peut-il se reproduire en 2020 ? Les électeurs démocrates sont en tout cas prévenus du risque que constituerait leur abstention. Ils devraient donc voter en masse, ce qui est confirmé par leur très forte mobilisation lors des élections de mi-mandat de novembre 2018. Cette année-là, les candidats démocrates à la Chambre des représentants ont récolté 51,7 millions de bulletins, contre 35,4 millions lors des *midterms* de 2014<sup>4</sup>.

Côté républicain, la mobilisation sera également forte. La base électorale du Président, qu'il s'agisse des populistes issus de la classe moyenne blanche peu diplômée ou des conservateurs issus des terres évangéliques du sud du pays, lui conserve son soutien. De manière stable depuis 2016, elle constitue un socle d'environ 40 % de l'opinion. Cette base se reconnaît majoritairement dans le Parti républicain, où l'approbation du Président monte à 87 % en août 2020.

Tout bien pesé, le candidat démocrate semble en meilleure position que son adversaire au mois de septembre. Mais il reste bien sûr impossible de poser un pronostic définitif. Certes, à quelques semaines du scrutin, il n'y a plus que 5 % d'indécis parmi les électeurs, un chiffre plutôt bas en comparaison des élections précédentes et qui est dû à la très forte polarisation de l'opinion. Mais deux petits candidats, la libertarienne Jo Jorgensen et l'écologiste Howie Hawkins pourraient grappiller de précieuses voix aux deux principaux candidats.

3. Shane Goldmacher et Maggie Haberman, « How Trump's Billion-Dollar Campaign Lost Its Cash Advantage », *New York Times*, 7 septembre 2020.

4. Le nombre de bulletins recueillis par les candidats républicains à la Chambre a été de 39,8 millions en 2014 et 47,4 millions en 2018.

## Un résultat repoussé au-delà du 3 novembre ?

Cette année, le vote par correspondance est privilégié dans tous les États, en raison du risque de contagion au coronavirus qui existe lors d'un déplacement dans les bureaux de vote. Selon le *New York Times*, jusqu'à 76 % des électeurs pourraient ainsi avoir recours au *mail-in vote*<sup>5</sup>. Or, les difficultés liées à cette méthode constituent une inconnue de taille. Notons d'abord que les procédures de vote diffèrent selon les cinquante États, fédéralisme oblige ; et que beaucoup de règles du vote à distance ont été édictées tout récemment, pour répondre au risque sanitaire, et n'ont donc jamais été testées en grandeur nature.

Le Président est particulièrement virulent dans ses critiques du vote par correspondance. D'après lui, cette technique va permettre des fraudes électorales à grande échelle. Ses *tweets* évoquent, par exemple, les milliers de bulletins qui seraient imprimés à l'étranger pour bourrer les urnes ou bien des électeurs votant de multiples fois. Il a d'ailleurs refusé de s'engager à l'avance à reconnaître le résultat du scrutin... Dans les faits, la plupart des États ont mis en place des systèmes de sécurisation des bulletins par signature et code-barres. L'opposition du Président tient en réalité au fait que le vote par correspondance est surtout utilisé par des électeurs modestes, qui n'ont pas les moyens de poser une journée de congé pour voter le mardi 3 novembre ou qui n'ont pas de voiture pour se rendre au bureau de vote. Or ces électeurs votent en majorité pour les démocrates. Une enquête conduite au début du mois d'août par l'institut de sondage de l'université de Monmouth indique que 72 % des démocrates interrogés pensent voter par correspondance, contre seulement 22 % des républicains et 48 % des indépendants<sup>6</sup>.

De leur côté, les démocrates alertent sur le risque de dysfonctionnement lié à une possible saturation du système postal. En effet, même si certains États commencent à voter très tôt (dès la fin septembre pour la Floride, le Michigan, la Caroline du Nord ou la Pennsylvanie) et commencent le dépouillement très tôt également (la Floride en tout premier, dès le 12 octobre), il n'est pas assuré que tous les bulletins du pays puissent être dûment acheminés, vérifiés et dépouillés au soir du 3 novembre. Certaines régions doivent en effet attendre le jour même

5. Lazaro Gamio, Juliette Love et Matt Stevens, « Where Americans Can Vote by Mail in the 2020 Elections », *The New York Times*, 14 août 2020.

6. « Election Meddling Concerns », Monmouth University, 11 août 2020, sur [www.monmouth.edu](http://www.monmouth.edu)

de l'élection, le 3 novembre donc, pour commencer à dépouiller leurs bulletins, dont quelques États flottants décisifs, comme le Michigan, la Pennsylvanie et le Wisconsin.

Il est donc tout à fait possible que le résultat définitif des élections ne soit pas connu au soir du 3 novembre et que le pays s'aventure alors dans une période de flou. Or, tous les bulletins doivent être dépouillés au plus tard le 14 décembre, jour fixé pour l'élection du Président par les grands électeurs. On se rappelle qu'en 2000, les bulletins de Floride avaient dû être recomptés à cause d'un dysfonctionnement des « machines à voter ». Le candidat démocrate Al Gore n'avait reconnu sa défaite qu'au soir du 13 décembre, après une décision de la Cour suprême. Comme Hillary Clinton en 2016, Al Gore avait pourtant obtenu plus de voix que son vainqueur George Walter Bush au niveau national.

Est-ce que Donald Trump saura faire preuve d'autant de respect pour les règles constitutionnelles si le pays se trouve dans une situation comparable? Et qu'en sera-t-il de ses partisans? Un certain nombre de scénarios catastrophes sont aujourd'hui évoqués. En juin dernier, le *Transition Integrity Project*, un groupe d'une centaine d'élus bipartisans, de journalistes et d'experts a mené un exercice de simulation pour explorer ce qui pourrait se passer concrètement dans des scénarios compliqués<sup>7</sup>. Le rapport indique par exemple que, si Biden gagne d'une courte tête, il serait sage que le président Trump soit escorté par des membres des services de sécurité pour s'assurer qu'il quitte la Maison blanche de bonne grâce.

## Les évolutions de long terme

Dans l'attente fébrile du résultat final, il faut aussi réfléchir aux impacts durables de la présidence Trump. Même si beaucoup d'évolutions marquantes de la période actuelle sont entamées depuis plusieurs années et ont, pour certaines, facilité l'élection du candidat populiste en 2016, les années Trump représentent bel et bien un bouleversement pour la vie politique américaine. Quelles sont les principales évolutions de l'Amérique que l'on pourra dans le futur dater de ces années si inhabituelles?

7. Le document résultant de l'exercice, « Preventing a Disrupted Presidential Election and Transition », est daté du 3 août 2020.

## La fin des *reaganomics*

Depuis la crise financière de 2008, on assiste aux États-Unis à l'érosion de la domination intellectuelle du libéralisme économique. La politique économique mise en place par Ronald Reagan dans les années 1980, et largement respectée par ses successeurs, privilégiait l'initiative individuelle, facilitée par la dérégulation et les baisses d'impôt, ainsi que l'ouverture à la concurrence internationale. La société américaine allait prospérer grâce à la mondialisation et au ruissellement des richesses venues d'en haut. Force est de constater malheureusement que les inégalités sociales sont au contraire reparties à la hausse pour atteindre, à la veille de la crise de 2008, le niveau de 1929.

Cette remise en cause généralisée des *reaganomics* est visible aussi bien chez les démocrates radicaux que chez les républicains trumpistes. À gauche, les propositions radicales du mouvement « *Occupy Wall Street* » de 2011 ont été reprises par Bernie Sanders dans son programme de 2016, et sont portées aujourd'hui par de nombreuses personnalités dont, de manière très médiatique, par quatre jeunes élues de la Chambre des représentants: Alexandria Ocasio-Cortez (New York), Ilhan Omar (Minnesota), Ayanna Pressley (Massachusetts) et Rashida Tlaib (Michigan). Comme on l'a vu, le Parti démocrate s'est efforcé au printemps 2020 de faire une place aux idées de ce courant dans un projet commun.

Même si, dans la Maison blanche de Trump, cette évolution intellectuelle est obscurcie par les pratiques de népotisme et de corruption ainsi que par la poursuite de la déréglementation tous azimuts, notamment dans le domaine de l'environnement, le Président porte lui aussi un projet économique antilibéral. Réclamant le retour des emplois industriels au bénéfice des classes moyennes américaines, Trump a remis en cause le principe du libre-échange, renégociant au pas de charge les accords commerciaux conclus par son pays (Aléna avec le Canada et le Mexique, Korus avec la Corée du Sud), lançant une guerre des tarifs douaniers avec la Chine et l'Europe. Il a également engagé un plan très ambitieux (mais dont la mise en œuvre n'est pas encore tout à fait constatée) de restauration des infrastructures dans le pays. Là encore, il s'agit de venir en aide aux Américains moyens<sup>8</sup>.

8. Patrick Lenain, « Le bilan économique du président Trump », *Politique étrangère*, n° 2/2020, juin 2020.

## La destruction des normes de la décence politique

Une autre évolution tient à la terrible dégradation du climat politique dans le pays. Plus ancienne que la présidence de Trump, on peut dater ses débuts de l'abandon par les médias, dans les années 1980, de la « *Fairness doctrine* », un ensemble de principes déontologiques. Dictée par l'administration Reagan, cette évolution a notamment permis l'apparition des *talk-shows* radiophoniques conservateurs. Portées par des stars comme Rush Limbaugh, ces émissions débats véhiculent un discours politique virulent et auront une influence considérable à partir des années 1990. De même, les chaînes de télévision câblées, telles que FoxNews apparue en 1996, ont outré leur positionnement politique pour fidéliser leur public. Cette transformation du paysage médiatique a entraîné un glissement d'une partie de l'opinion publique vers la droite du Parti républicain et a contribué à l'élection de Trump en 2016. Mais ce dernier, par son style de communication décomplexé, à la fois agressif, émotionnel et peu respectueux de la vérité, a fortement aggravé la situation.

Or, la violence verbale du Président plaît à sa base populiste, car elle lui apparaît comme une preuve de sa sincérité antisystème. Quant aux conservateurs qui ont voté pour Trump, ils savent depuis longtemps que le Président est un individu détestable sur le plan personnel. Ils ont fait en connaissance de cause le pari que ce Président servirait leur programme. Il a d'ailleurs tenu parole avec la nomination des juges conservateurs Brett Kavanaugh et Neil Gorsuch à la Cour suprême<sup>9</sup>. Les outrances prêtées au Président, que ce soit en lien avec ses propos sur la dangerosité de l'épidémie de Covid-19 ou sur les militaires et les anciens combattants<sup>10</sup>, n'apportent rien de nouveau à ces électeurs et ne les feront sans doute pas basculer dans le camp démocrate.

## L'envolée du conspirationnisme

De même, on ne peut qu'être consterné par la progression des théories complotistes sous la présidence de Trump. Les rumeurs ont toujours existé et les États-Unis n'en ont pas été épargnés. Dans les années 1830-1840, pour ne prendre qu'un seul exemple, l'arrivée de nombreux immigrants irlandais exacerbe le sentiment anticatholique. Les premiers

9. Une troisième nomination est désormais en jeu après le décès de la juge Ruth Bader Ginsburg (RBG), le 18 septembre 2020.

10. Le buzz du début du mois de septembre 2020 est lié à l'article de Jeffrey Goldberg, « Trump: Americans Who Died in War Are "Losers" and "Suckers" », *The Atlantic*, 3 septembre 2020.

couvents installés aux États-Unis sont l'objet des rumeurs les plus folles, allant de la débauche à la conversion forcée de personnes recueillies. En août 1834, à Charleston, près de Boston, une foule hostile met le feu au couvent des Ursulines, accusées d'avoir obligé une orpheline à se convertir. Mais, aujourd'hui, la possibilité pour tous de s'exprimer sur Internet sans le contrôle des autorités intellectuelles traditionnelles permet au conspirationnisme d'entrer dans une nouvelle dimension. Le soutien passif du président Trump à ces théories, particulièrement efficace en cette fin de campagne, aggrave la situation.

Ainsi, le mouvement QAnon n'est pas une simple rumeur, mais une « théorie du complot », c'est-à-dire un récit qui propose une explication complète de tous les événements actuels. Pendant la campagne de 2016, de premières rumeurs laissaient entendre qu'Hillary Clinton et son conseiller John Podesta dirigeaient un vaste réseau pédophile depuis la pizzeria *Comet Ping Pong*, située à Washington. À partir d'octobre 2017, les rumeurs du « Pizzagate » ont été reprises et amplifiées par un mystérieux auteur, « Q »<sup>11</sup>. Ce dernier prétend ainsi que les élites démocrates sont engagées dans un complot mondial visant à asservir les Américains. Le réseau qu'elles dirigent est désormais à la fois pédophile, sataniste et cannibale ! On peut voir des adeptes des thèses QAnon, reconnaissables à leurs tee-shirts blasonnés de la lettre « Q », parader dans les *meetings* de campagne du président Trump qui, à plusieurs reprises, a parlé d'eux en termes positifs.

Face à de tels délires, la communication du camp démocrate se concentre sur la capacité d'empathie de Joe Biden, rappelant les drames familiaux qui ont jalonné sa vie. Elle n'hésite pas à mentionner sa foi catholique, aujourd'hui acceptée dans la vie politique américaine. Le candidat démocrate n'a donc pas de mal à incarner la décence en politique, un profil inverse de celui du Président en place. Mais il n'est pas certain que son élection permette un retour en arrière sur la dégradation du discours politique dans le pays.

## Quel avenir pour le parti de Lincoln ?

Un facteur important pour la suite de l'histoire politique des États-Unis tient à la manière dont le Parti républicain va pouvoir se

11. « Q » reste anonyme, d'où le nom « Q-Anon » ou « QAnon » qui désigne l'auteur, mais aussi, par métonymie, le contenu de la théorie du complot.

reconstruire lorsque le président Trump sera parti, que ce soit en novembre 2020 ou en novembre 2024. Cette évolution dépendra du rapport de force entre ses différents courants.

### La droite du parti

La droite du *Grand Old Party* (GOP), composée des voix populistes et conservatrices, est évidemment portée par la présidence de Trump. Elle sera sans doute affaiblie par son départ de la Maison blanche. Il ne faut pourtant pas escompter sa disparition. Ses idées et lignes directrices pourraient en effet être reprises et renforcées après Trump par des personnalités plus solides intellectuellement. Les sénateurs Tom Cotton (Arkansas), Ted Cruz (Texas) et Josh Hawley (Missouri) sont de bons candidats pour une telle reprise en main. Preuve de leur solidité, Trump vient d'ailleurs de porter leur nom sur une liste de vingt candidats pour de futurs postes à la Cour suprême<sup>12</sup>.

Nikki Haley est une autre figure de la droite du GOP au profil très prometteur<sup>13</sup>. Gouverneure de Caroline du Sud de 2011 à 2017, elle a donné des preuves irréfutables de son ancrage conservateur. Ambassadrice des États-Unis à l'ONU en 2017 et 2018, elle peut se targuer de connaître les problématiques internationales. Contrairement à beaucoup d'autres anciens des équipes de Trump, elle est restée en bons termes avec le Président après son départ. Enfin, femme et d'origine indienne, elle peut séduire au-delà des marges du courant conservateur. Elle pourrait donc porter une candidature efficace de la droite du parti en 2024.

La trajectoire d'hommes politiques qui semblent avoir soutenu le Président par calcul plus que par conviction, et que la presse progressiste accuse d'avoir été des « facilitateurs » (« *enablers* ») du Président, tels que le sénateur de Caroline du Sud Lindsey Graham<sup>14</sup>, le chef de la majorité républicaine au Sénat Mitch McConnell<sup>15</sup> ou le gendre du président Jared Kushner<sup>16</sup>, reste plus floue.

12. Adam Liptak, « Trump Announces New Slate of Possible Supreme Court Picks », *The New York Times*, 9 septembre 2020.

13. Daniel Strauss, « Nikki Haley positions herself to lead the Post-Trump Republican Party », *The Guardian*, 10 juillet 2020.

14. Mark Binelli, « How Lindsey Graham lost his way », *Rolling Stone*, 6 janvier 2020.

15. Jane Mayer, « How Mitch McConnell Became Trump's Enabler-in-Chief », *The New Yorker*, 12 avril 2020.

16. Franklin Foer, « The Good Son », *The Atlantic*, 12 août 2020.

## Les républicains modérés

La plupart des républicains modérés semblent évoluer dans un état de sidération devant le président Trump et restent largement silencieux aujourd'hui. La liste de ceux qui osent s'exprimer publiquement contre le Président est rapidement établie. Chez les intellectuels, on trouve les néoconservateurs Bill Kristol et Bob Kagan, ulcérés par la politique étrangère du Président, qu'ils jugent irresponsable. Ils ont gagné le surnom de « jamais trumpistes », « *never trumpers* ». Chez les politiques, après la disparition du sénateur de l'Arizona John McCain en août 2018, on peut évoquer l'ancien gouverneur de l'Ohio John Kasich ; et, au Congrès, le sénateur de l'Utah Mitt Romney, le sénateur du Nebraska Ben Sasse et la représentante du Wyoming Liz Cheney. Dans la campagne actuelle, le « Projet Lincoln » a été très médiatisé, mais semble s'adresser uniquement aux élites de la capitale fédérale, ce qui accrédite malheureusement la thèse complotiste d'un « État profond » travaillant en secret contre le Président. Des mouvements plus proches de la base du parti sont les « *Republican Voters Against Trump* » et les « *Vote Vets* ». Ce dernier regroupe les anciens combattants anti-Trump.

En fonction du rapport de force qu'ils établissent avec la droite du parti, les modérés pourraient soit former de nouveau un courant important du GOP, soit, si leur avenir reste bloqué au sein du parti (faisant face, par exemple à des compétiteurs venus de la droite lors des primaires), faire scission. La création d'un troisième parti dans le système américain bipartisan restant très compliquée, ils pourraient alors rejoindre le courant modéré du Parti démocrate. C'est le chemin que les néoconservateurs avaient emprunté en sens inverse dans les années 1960.

Laurence NARDON



Retrouvez le dossier « **Les États-Unis aujourd'hui** »  
sur [www.revue-etudes.com](http://www.revue-etudes.com)